

Géopolitique du *soft power* saoudien

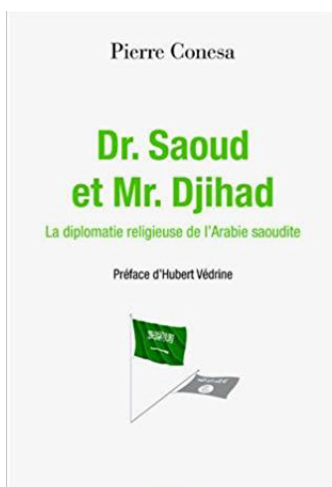
Jean-François Fiorina s'entretient avec Pierre Conesa



Pierre Conesa : la diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite apparaît comme un curieux mélange entre le *soft power* à l'américaine et un système totalitaire à la soviétique.

Tempête diplomatique dans le Golfe Persique où ces derniers jours, l'Arabie saoudite a décidé d'isoler le Qatar ! Le poids financier de l'Arabie saoudite est énorme et lui permet de conduire une intense diplomatie religieuse, qui s'étend à l'échelle planétaire, peu connue mais redoutablement efficace. Haut fonctionnaire en retraite, spécialiste des questions stratégiques, Pierre Conesa a publié un livre sur ce sujet brûlant, *Dr. Saoud et Mr. Djihad* (Robert Laffont, 2016), qui a reçu en mars dernier le prix de meilleur livre de géopolitique au Festival de Grenoble. Après avoir décortiqué les rouages de cet inquiétant *soft power* saoudien, il nous invite à réfléchir sur la manière dont se "fabrique" l'ennemi dans les jeux géopolitiques.

Dans son édition du 11 juin, le quotidien Le Monde a consacré un dossier dans ses pages géopolitiques à l'Arabie saoudite, dont une pleine page avec un titre clair : "Un expansionnisme religieux mondial – Ryad étend son influence par le biais de l'aide humanitaire et à travers ses institutions islamiques". Quelle est la spécificité du soft power saoudien que vous dépeignez dans votre dernier ouvrage Dr. Saoud et Mr. Djihad – La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite (Robert Laffont, 2016) ? Quelle est son importance réelle ? En quoi constitue-t-il un levier géopolitique majeur ?



Mon travail est parti d'un constat : l'absence d'analyse sur le rôle religieux international de l'Arabie saoudite. Suite aux attentats qui ont frappé la France, je me suis interrogé sur les sources du salafisme. Ce dernier n'est pas né spontanément, comme les champignons après la pluie ! D'où l'idée d'étudier la diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite. D'abord, j'ai découvert avec étonnement non seulement que les wahhabites se qualifiaient eux-mêmes de salafistes, mais encore que cette diplomatie religieuse s'était développée dès la constitution du royaume en 1932, capacité qui s'est renforcée considérablement après 1973, quand, à la faveur de la crise pétrolière, le royaume est devenu une gigantesque banque. Dès lors, il s'agissait pour les autorités saoudiennes de favoriser cette conception de l'islam, y compris au détriment des autres.

Le système international qu'a alors développé l'Arabie saoudite apparaît comme un curieux mélange entre un *soft power* à l'américaine et un système totalitaire à la soviétique. Cette politique publique dont les grands axes sont connus, conçus et dictés par l'autorité royale, est mise en œuvre via des grandes fondations qui distribuent de l'argent, des universités qui invitent des étudiants étrangers, le tout étant couplé à une large politique d'acquisition de médias et mis au service d'une idéologie complètement totalitaire, comme l'était le communisme avant la chute du Mur de Berlin. Le royaume

forme des cadres étrangers avec ensuite obligation pour eux de retourner faire de la prédication sous d'autres cieux. En effet, il n'est pas question de rester et d'obtenir la nationalité saoudienne.

Ce système de *soft power* saoudien donne des résultats assez surprenants. Pour bien saisir l'ampleur de l'effort consenti, il faut savoir que l'Arabie saoudite dépense à peu près autant pour sa diplomatie religieuse que pour ses achats d'armement, soit entre 5 et 8 milliards de dollars par an. La seule université de Médine a formé près de trente mille cadres en une vingtaine d'années, cadres que l'on retrouve ainsi en force dans la bande sahélienne. Ces éléments auraient dû attirer l'attention de nos diplomates comme de nos services de renseignement. Il n'en a rien été. Aujourd'hui, le système de *soft power* saoudien est solide, largement implanté dans diverses zones. La Ligue islamique mondiale, qui est le bras armé de l'Arabie saoudite, est aux dires mêmes du quotidien *Le Monde* que vous évoquez, une "ONG au fonctionnement opaque mais reconnue par l'ONU, instrument de diffusion de l'islam saoudien et relais des intérêts du royaume". Le journal précise bien que "l'Arabie saoudite, "gardienne des lieux saints" et garante d'une vision rigoriste de l'islam mène une diplomatie prosélyte pour étendre son influence et pour servir ses intérêts stratégiques" (édition du 11/06/17). On peut bien sûr s'intéresser aussi à l'action du Qatar ou de l'Égypte, mais ces pays sont de moindre importance. C'est clairement l'Arabie saoudite qui depuis plus de 80 ans, joue un rôle majeur dans la diffusion du salafisme – et ce à l'échelle mondiale. Depuis toujours, on observe une totale coordination entre les pouvoirs politique et religieux. A chaque fois que le pouvoir politique saoudien a besoin de l'appui des occidentaux pour lui sauver la mise, il doit obtenir quitus des religieux, lesquels fournissent les argumentaires théologiques *ad hoc*, tout en obtenant en retour à chaque fois davantage de pouvoirs. Chaque crise traversée s'est ainsi traduite au sein du royaume par plus de puissance pour les religieux.

Aujourd'hui, l'Arabie saoudite est cernée par les problèmes. D'abord parce que le monstre qu'elle a créé, à savoir Daech, se retourne contre son créateur. Il conteste la légitimité des Saoud et se présente comme le principal défenseur des Sunnites face aux Chiites, ce que les Saoudiens ne peuvent accepter. Ce qui explique que, pour reprendre l'initiative, les Saoudiens aient choisi d'intervenir au Yémen contre les Chiites... Les Occidentaux, dans cette dernière configuration yéménite, sont au-dessous de tout, faisant preuve de veulerie, notamment parce que les contrats l'emportant largement sur les principes...

En 2011, vous avez publié La fabrication de l'ennemi – Ou comment tuer avec sa conscience pour soi (Robert Laffont). Pourquoi avoir abordé ce sujet ? A quoi sert un ennemi, notamment en matière géopolitique ? Pourquoi et comment fabrique-t-on un ennemi ?

En 1989, Arbatov, qui était le conseiller diplomatique de Gorbatchev, avait dit aux Occidentaux : "Nous allons vous rendre le pire des services, nous allons vous priver d'ennemi." De fait, quand on évolue dans la sphère complexe des affaires stratégiques, il est difficile de ne pas avoir d'ennemi. Or il faut bien comprendre que le choix stratégique d'un ennemi est avant tout idéologique, il ne repose pas forcément sur une analyse rationnelle. Plus exactement, je me suis intéressé à la manière dont les démocraties se définissaient – fabriquaient en réalité – un ennemi. Faire une guerre pour une démocratie présuppose d'abord que l'on ait formaté l'opinion pour la convaincre du bien-fondé de l'intervention armée, jusqu'au point ultime où les dirigeants montrent qu'il n'y a pas d'autre issue que l'emploi de la manière forte. Selon la typologie du conflit, on va faire appel à des experts, des historiens, des géographes, des juristes, des anthropologues, etc. pour prouver la justesse de la cause. Pour déclencher la crise, il faut aussi des images, fortes. Puis des figures médiatiques, des intellectuels que l'on mobilise, qui, tous, vont s'efforcer de tracer une ligne de fracture entre les "bons" et les "méchants". Ainsi se met en branle une machine visant à emporter l'adhésion de l'opinion publique en faveur d'une intervention armée.

Un excellent exemple de fabrication de l'ennemi nous est fourni par le cinéma hollywoodien. Les ennemis s'y succèdent depuis des décennies en fonction des intérêts géopolitiques du moment. Il y a le Peau-rouge, l'Allemand, le Russe, le Vietnamien...

Pour bien saisir l'ampleur de l'effort consenti, il faut savoir que l'Arabie saoudite dépense à peu près autant pour sa diplomatie religieuse que pour ses achats d'armement, soit entre 5 et 8 milliards par an.

Maintenant, c'est l'Arabe ou l'Iranien qui est l'ennemi. On voit donc comment est désignée la cible à l'opinion publique, en mêlant tout à la fois fiction et réalité. La disparition du clivage géopolitique classique Est/Ouest nous a privés d'un ennemi qui était alors structurellement évident. De fait, à une ligne de fracture classique et connue a succédé aujourd'hui le règne de l'incertitude et de l'instantanéité. Il n'y a plus de matrice structurante du système. A cet égard, nous devons toujours garder à l'esprit que le politique détient cette responsabilité de désigner ou non l'ennemi. Prenez l'exemple des guerres séculaires entre Français et Allemands. Il faudra l'autorité conjointe de de Gaulle et Adenauer pour mettre fin dans la seconde partie du XX^{ème} siècle à cette rivalité mortelle qui s'ancrait dans le plus lointain passé.

Je crois qu'il faut se défier du postulat qui voudrait que les démocraties soient par nature pacifistes et les dictatures bellicistes, ce qui est loin d'être vérifié dans les faits.

Nous constatons donc que nous évoluons au niveau international dans un système de droit que l'on n'a jamais voulu modifier et qui n'a pas bougé depuis la Seconde guerre mondiale. L'ONU repose sur le principe du veto. Seuls cinq pays ont ce droit de veto. Les Américains l'ont imposé pour le Vietnam et les Soviétiques pour l'Afghanistan. Cet "ordre international" doit donc être relativisé. En tout cas, il est sans doute perçu comme injuste par de nombreux pays. A ce sujet, je crois qu'il faut aussi se défier du postulat qui voudrait que les démocraties soient par nature pacifistes et les dictatures bellicistes, ce qui est loin d'être vérifié dans les faits. Notre drame, c'est que nous ne procédons plus à des analyses politiques sérieuses, mais que nous assénons comme autant de vérités des jugements moraux. Sans jamais se remettre en question ni se souvenir des erreurs passées. Ces jugements moraux qui permettent de désigner l'ennemi vont de pair avec sa diabolisation. D'où d'une part l'incantation permanente contre les "nouveaux Munichois" ou les "nouveaux Hitler" qui criminalisent immédiatement ceux qui se risqueraient à penser différemment, d'où d'autre part la déconnexion complète avec la réalité. On a d'ailleurs pu assister à un basculement curieux de notre diplomatie, notamment après la décision de Jacques Chirac de ne pas aller en Irak : le "french bashing" issu de ce positionnement a été tellement violent qu'on a eu l'impression, à droite comme à gauche, que l'on voulait désormais se "racheter" et apparaître comme les meilleurs alliés des Américains. D'où notre entrée dans une sorte de surenchère atlantiste et néoconservatrice permanente. Alors, nous verrons bien de quoi demain sera fait, il ne faut jamais désespérer. Nos diplomates sauront sans nul doute s'adapter au nouveau positionnement politique et stratégique qui leur sera donné.

En 2014, vous avez publié un petit pamphlet sur le thème Surtout ne rien décider – Manuel de survie en milieu politique (Robert Laffont). Vous pointez là l'un des défauts majeurs de nos "décideurs" politiques lesquels, la plupart du temps, en fait ne décident rien. Quelles sont les conséquences en matière géopolitique de cet "art suprême en politique", comme vous le dites, qui consiste en fait à "ne rien décider tout en donnant l'illusion de l'action" ?



Ce livre a été inspiré par mon expérience professionnelle dans la haute administration. Prenons l'exemple de la liste des réformes que la France devrait faire, qui sont annoncées en période électorale et que l'on abandonne sitôt élus. Résultat : les mêmes problèmes perdurent. Ainsi, quand le général de Gaulle demande en 1959 au comité Rueff-Armand de repérer les obstacles à l'expansion économique de notre pays et de dresser une liste des réformes à conduire, on y trouve déjà à peu près les mêmes points que dans le rapport remis par Jacques Attali à Nicolas Sarkozy un demi-siècle après... Bref, c'est l'art de masquer les décisions, faire croire que l'on décide alors qu'en fait, on ne décide rien. On fait des rapports, on crée des commissions, bref il existe toute une méthodologie... de l'inaction. Tant pis si dans les faits cette attitude contribue à pourrir la situation, et ce jusqu'à entrer dans

la phase critique. Le plus souvent d'ailleurs, le réformateur est tué par son propre camp, comme le prouve l'exemple de Michel Rocard Premier ministre qui voulait prendre en main la question de la réforme des retraites et qui fut immédiatement stoppé dans son élan par le Président François Mitterrand. Ce qui veut dire en passant qu'en politique, il vaut se méfier davantage de ses amis que de ses ennemis... Sans compter que le seul horizon des politiques est leur réélection, et non la conduite d'une grande stratégie à long terme. Il ne faut jamais sous-estimer le pouvoir de nuisance qu'ont certains politiques et hauts fonctionnaires en refusant de voir les réalités. En matière de gestion des relations internationales, là aussi la classe politique a manqué totalement de courage pendant des décennies, préférant opter pour la politique de l'autruche. Nous risquons d'en payer le prix fort si nous ne faisons pas preuve de réalisme dans les temps à venir.

Vous qui avez occupé de hautes fonctions dans le domaine de la recherche stratégique et qui connaissez aussi le monde du renseignement, quels conseils donneriez-vous à des étudiants pour les inciter à s'intéresser à la géopolitique ?

En matière de renseignement ou de recherche stratégique, la pratique de la géopolitique se révèle être incontournable car elle permet d'appréhender au mieux les réalités et la diversité du monde.

En matière de renseignement, les gens de notre génération ont vécu la période de la Guerre froide avec le mythe des grands services d'espionnage tout-puissants. Certes, on ne peut nier qu'il existe vraiment des guerres secrètes. Mais il y a eu aussi d'énormes erreurs stratégiques commises du fait que les services n'avaient parfois pas su évaluer correctement les situations (débarquement raté de la Baie des cochons à Cuba sur injonction de la CIA ou entrée des Soviétiques en Afghanistan sur recommandation du KGB). Donc les services sont faillibles. Cependant, la perception des services tout-puissants nourrit encore des fantasmes chez nombre de peuples, persuadés qu'ils sont dépossédés de leur destin. C'est le cas dans certaines parties du monde arabe où les théories du complot font florès. Aussi, pour remplir correctement sa mission, un service de renseignement doit se tenir à distance et ne pas être instrumentalisé par les politiques, afin de faire au mieux le minutieux travail de fourmi qui est le sien. Concernant la recherche stratégique, il en va de même. Il faut avant tout de l'humilité devant les faits et se défier du "politiquement correct", ce qui dans les faits est difficile à faire tant le pouvoir politique tend à imprimer sa marque idéologique sur les experts. En matière de renseignement ou de recherche stratégique, la pratique de la géopolitique se révèle être incontournable car elle permet d'appréhender au mieux les réalités et la diversité du monde. D'autant que la fin de la césure Est/Ouest a abouti en fait à l'éclosion d'un monde multipolaire, lequel a permis que ressurgissent des tendances géopolitiques lourdes, de long terme. Ce sont ces nouveaux paramètres qu'il convient de prendre lucidement en compte, en se débarrassant des scories idéologiques et surtout des illusions liées au "politiquement correct"... ■

Extraits

Richard Holbrooke - Pour ouvrir *Dr. Saoud et Mr. Jihad* (op. cit.), Pierre Conesa a choisi une citation de Richard Holbrooke, ancien ambassadeur américain à l'ONU : "Je pense que l'une des tragédies de cette histoire est que les Saoudiens ont exporté leur problème en finançant les écoles, les madrasas, partout dans le monde islamique. Le gouvernement saoudien a deux facettes. La direction politique s'est chargée des questions de finances, de défense, et de contrôle des élites afin d'acheter leur soutien. Aux groupes religieux fondamentalistes ils ont concédé d'autres ministères, comme celui des Affaires religieuses, ou de l'Education. C'est comme cela que la fracture s'est produite. Donc le gouvernement saoudien a, dans une certaine mesure, poursuivi la politique de main tendue à l'Ouest avec des cadres et ambassadeurs sophistiqués et bien éduqués, comme le ministre des Affaires étrangères ou l'ambassadeur à Washington, et, dans le même temps, il a financé grâce à ses immenses revenus pétroliers un ensemble très varié d'actions pour dispenser une éducation, uniquement basée sur le Coran." (2014)



Hubert Védrine - La préface de *Dr. Saoud et Mr. Jihad* (op. cit.), a été rédigée par Hubert Védrine, qui fut conseiller diplomatique du Président François Mitterrand puis secrétaire général de l'Elysée, avant d'être ministre des Affaires étrangères. Il souligne ainsi l'originalité du travail réalisé : "C'est en particulier la "diplomatie religieuse" de l'Arabie saoudite que Pierre Conesa a entrepris d'analyser dans cet essai. Une fois posé que ce prosélytisme est dans l'"ADN du régime saoudien" et englobe l'enseignement comme la propagation de la foi, il ne cache pas que son approche est très critique. Il analyse en effet le wahhabisme, et le salafisme – qui selon l'auteur, lui est lié – comme une idéologie politique "totalitaire" déployée contre le nationalisme arabe, contre le chiisme, contre l'Iran, et contre l'idéologie occidentale de la démocratie et des droits de l'homme. Toujours de façon critique, il analyse l'histoire de cette "diplomatie religieuse" avant et après l'invasion soviétique en Afghanistan et ses diverses zones d'action : pays du premier cercle, pays à minorité musulmane, ex-Yougoslavie, ex-URSS, pays européens, Amérique du Nord, Australie. Les soubresauts et convulsions des vingt dernières années et l'autonomisation du salafisme dans de nombreuses régions du monde l'amènent à décrire l'Arabie saoudite comme un Docteur Jekyll dépassé par son double Mister Hyde."

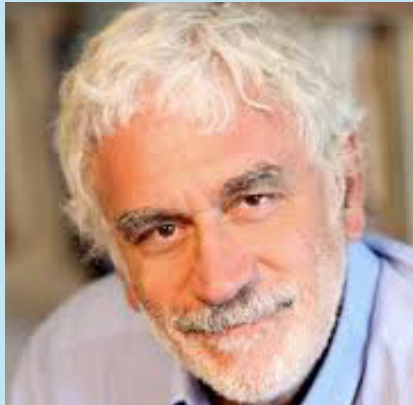
Pierre Conesa

Agrégé d'histoire et ancien élève de l'École nationale d'administration, Pierre Conesa est aussi ancien élève du Centre des hautes études de l'armement. Haut fonctionnaire durant la majeure partie de sa carrière au ministère de la Défense, il a été en poste à la DGSE puis à la Délégation aux études générales du ministère de la Défense, avant d'intégrer le Secrétariat général du Gouvernement (Premier ministre).

De 1992 à 1997, il est directeur adjoint à la Délégation aux affaires stratégiques (ministère de la Défense) chargé des zones de crise, puis devient directeur adjoint de la Direction des relations internationales de la Délégation générale pour l'armement (DGA/DRI) en charge de la politique d'exportation (1997-2000). De 2000 à 2003, il est en place comme conseiller du ministre de la Défense, puis jusqu'en 2010, il occupe les fonctions de directeur général de la Compagnie européenne d'Intelligence stratégique (CEIS), compagnie privée d'intelligence économique.

Pierre Conesa a beaucoup publié. Son récent ouvrage *Dr. Saoud* et

Mr. Djiha - La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite (op.cit.) a reçu en mars le Prix de géopolitique du Festival de Grenoble. On lui doit aussi *Le guide du paradis* (Editions de l'Aube, 2016), *Le guide du petit djihadiste* (Fayard, 2016), *Surtout, ne rien décider : petit manuel de survie politique avec exercices corrigés* (Robert Laffont, 2014), *La fabrication de l'ennemi ou comment tuer avec sa conscience pour soi* (Robert Laffont, 2011 – traduit en chinois, japonais et arabe), etc.



Maître de conférences à Sciences Po, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, du site Diploweb (www.diploweb.com), de l'Observatoire International des Criminalités, ex-vice-président de l'Association française des victimes du terro-

risme, Pierre Conesa intervient comme expert sur les dossiers militaires et stratégiques pour de nombreux médias.

Dans ce domaine, on lui doit aussi *Quelle politique de contre radicalisation en France ?* (www.favt.org, 2015) et *La propagande francophone de Daech : la mythologie du combattant heureux* (www.favt.org, 2017). Il a en outre dirigé plusieurs n° de la *Revue internationale et stratégique*. On lui doit à ce titre des dossiers sur *Les relations internationales illicites* (2001), *La sécurité internationale sans les Etats* (2002), *La stratégie d'influence* (2004), *La violence au nom de Dieu* (2005), *L'argent des dictatures* (2011).

De même, Pierre Conesa a piloté différents rapports administratifs, notamment au profit du ministère de la Défense, sur les exportations d'armement, le renseignement militaire et sur la création d'un Campus International de Défense à l'École Militaire et d'un "Laboratoire de doctrine".

Pour accéder aux articles de Pierre Conesa publiés sur le Diploweb : https://www.diploweb.com/_Pierre-Conesa_.html

Raison d'être des "Entretiens du Directeur"

En rencontrant tous les mois des personnalités de haut niveau qui pratiquent la géopolitique, Jean-François Fiorina aime à rappeler que l'intérêt de l'ESC Grenoble pour cette discipline répond à des objectifs bien précis :

"Notre volonté est d'inciter nos partenaires et nos étudiants à faire preuve d'un nouvel état d'esprit. Il s'agit de leur proposer non seulement une grille de lecture du réel adaptée aux enjeux du monde

contemporain, mais aussi de nouveaux outils d'aide à la décision. Pour les entreprises, il s'agit d'être capables de réagir le mieux et le plus rapidement possible. Pour nos étudiants, il s'agit moins d'évoluer sur le court terme que de se préparer à une course de fond.

D'où une formation qui vise davantage à former les esprits qu'à apprendre de simples techniques, qui, de toute façon, évolueront. Pour les uns comme pour les autres, il est cependant impératif

de bien comprendre l'intérêt de la géopolitique, non pas comme référent universitaire abstrait, mais comme méthode permettant d'approcher et cerner le monde dans sa complexité, afin d'être au plus près des enjeux réels. La géopolitique doit servir à gagner des marchés, ou du moins à ne pas en perdre. Autrement dit, elle constitue une clé précieuse pour évoluer dans le monde d'aujourd'hui, et surtout de demain". (*Communication & Influence* n°19, mai 2010). ■

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur www.grenoble-em.com/geopolitique.